

« Appel du 1.09.2014 à toutes les femmes et tous les hommes attachés à la démocratie et aux droits sociaux »  
EN FINIR AVEC L'AUSTERITE SANS FIN ! »

# Lettre aux signataires

N° 1

25 Octobre 2014

**Présentation** : Dans cette première lettre, publiée sous notre seule responsabilité, vous trouverez le calendrier de nos activités, les décisions prises et les propositions. L'essentiel pour nous est le développement du débat et de la confrontation des expériences et points de vue, débat mené librement et à égalité entre les hommes et les femmes réunis. Il ne s'agit pas de créer un club de discussion de plus. Notre objectif est autrement plus ambitieux : contribuer ainsi à permettre aux exploités, opprimés, surexploités, pressurés de faire valoir leurs droits et besoins immédiats et d'obtenir au plus vite, gain de cause par l'action unie et la solidarité. Il est possible aujourd'hui de vaincre l'offensive de la finance. Le débat libre et à égalité est la seule voie pour en définir les moyens. Ces convictions fondent notre engagement dans cette campagne. Dans cette campagne, se situe en bonne place la nécessité de rétablir quelques « *évidences* » et de rappeler quelques définitions élémentaires mises à mal par des années de « *pensée unique* ». Le nouveau langage<sup>1</sup>, celui de la mondialisation, a été imposée à grands renforts de média et d'« *experts* » en économie par les convertis au

---

<sup>1</sup> Par exemple, la « *compétitivité* » n'est pas un indicateur de bonne santé économique d'une entreprise, c'est d'abord un indicateur de rentabilité des capitaux pour les investisseurs actuels et potentiels. Une entreprise non compétitive au sens « *mondialisée* » peut-être tout à fait viable. L'entité entreprise reste, quoiqu'ils en disent, le lieu de la création d'une future valeur d'échange réalisée par la vente du produit fabriqué ou du service rendu. La nature privée de la propriété des moyens de production par un ou quelques détenteurs des capitaux investis permet à ceux-ci de s'approprier cette valeur et d'en saisir le profit.

« *libéralisme* ». Son rôle est important, il permet à la fois de présenter comme vérité éternelle et universelle ce qui n'est rien d'autre que les exigences permanentes des détenteurs de capitaux et les vieilles « *lunes* » patronales et surtout de justifier tous les renoncements et toutes les trahisons du mandat par ceux qui ont sollicité les suffrages de leurs concitoyens.

La primauté donnée aux détenteurs des capitaux sur tous les besoins humains crée une situation de crise permanente. La course à la rentabilité des capitaux s'oppose à toutes les autres dépenses, présentées péjorativement comme des « *coûts* » ou « *charges* » à réduire ou éliminer. La soumission de tous les gouvernements depuis plus de trente ans et de ceux qui y prétendent provoque une succession ininterrompue et accélérée de (contre) réformes dont les objectifs sont d'assurer aux capitaux la plus forte rentabilité possible. L'accès aux soins pour tous est devenu un « *coût* » à maîtriser. Les cotisations sociales garantissant l'égalité de tous dans l'accès aux soins sont qualifiées de « *charges* ».

Les services publics dont l'existence contribue à l'égalité entre tous les citoyens dans les domaines de l'instruction, de la culture, de l'énergie, des transports, sont présentés comme *archaïques*, leur personnel comme des *privilegiés*, leurs infrastructures comme *parasitaires* et leurs budgets de fonctionnement cause des « *déficits publics* ».

L'égalité des droits pour tous cède la place aux exigences de la finance.

Il est urgent que soit stoppée cette course. Telle est notre priorité. Toute affaire cessante, les besoins sociaux ***se loger, se nourrir, s'habiller, se soigner et permettre l'instruction de nos enfants doivent constituer la priorité des politiques publiques. La première des mesures doit être la fin de l'austérité et le retrait du pacte de responsabilité.***

Pierre DEJEAN et Denis LANGLET

**Prochaine réunion à Trappes le  
jeudi 11 décembre à 18 H 30 à la  
Maison des familles Rue Jean Zay  
78190 TRAPPES**

A la suite des présentations de Pierre et Denis, le débat s'est engagé entre les 30 participants à cette première réunion. Les propositions suivantes ont été discutées et enregistrées :

- Poursuite de la collecte de signatures sur « *l'appel du 1/09/2014 de à toutes les femmes et tous les hommes attachés à la démocratie et aux droits sociaux* »
- Tenue de réunions à notre initiative avec les salariés de La Poste, du secteur propreté, de l'enseignement, de la métallurgie et sur les localités dont une première liste a été établie (Trappes, Montigny, Rambouillet, Poissy...). Proposition que **dans chacune de ces réunions les participants soient sollicités pour établir ensemble leurs cahiers des priorités sociales.**
- Accord pour participer à une conférence nationale à l'initiative des militants de l'appel des 160

Courriers reçus avant et après le 8 octobre

➤ **Après** « La réunion d'hier montre des possibilités ainsi que la longueur du chemin. J'ai ma réunion hebdomadaire du Front de Gauche ce soir : je leur fait un compte rendu et vais leur proposer d'organiser une même réunion sur notre localité. Nous avons déjà débattu sur la nécessité de porter une vraie parole de gauche, solidaire, et cherchons les moyens d'y parvenir. Nous avons aussi conclu, comme ce que Denis disait hier, que la prise de conscience de la nécessité d'être solidaire, passait par la base et la réunion de toutes les forces possibles. Le projet de "cahiers de doléances", de partir des besoins et nécessités de base me paraissent particulièrement intéressants, confirmant les échanges que nous avons eus dans notre collectif. Je reste persuadée que cela va être très difficile de combattre les égoïsmes, mais ce qui est sûr c'est que si on n'est pas certain de la réussite des différentes actions, l'inaction ne servira que l'échec!!! En résumé : oui, je suis prête à utiliser tous les moyens possibles pour ma défense. Je sais que ce sera long et semé de moments de découragement, mais je vais tenir. Essentiellement grâce à la rencontre d'un peuple de gauche qui

➤ **Après** Cette réunion était réussie à la fois sur le fond et sur la forme, prouvant que nous pouvons construire ensemble en cherchant ce qui nous rapproche plutôt que ce qui nous sépare. Elle rassemblait des militants de tous horizons dans le but de réaliser l'unité par en bas afin d'obtenir des résultats tout en mettant cet objectif dans la perspective paradoxale de la faiblesse du gouvernement, etc... Ceci nous distingue d'emblée de tous les partis quels qu'ils soient, puisqu'ils se

➤ **Avant** « J'ai pris connaissance avec intérêt du texte que vous avez rédigés, toi-même et Pierre

existe même s'il a dû mal à se faire entendre! NO PASSARAN!!! Bonne journée et encore mille mercis! »

**Avant** « Une nouvelle fois invitation au débat et ou signature : je cite une partie de votre premier paragraphe " pour en finir avec l'austérité", pour une confrontation de nos expériences respectives, de qui???? militants syndicaux ou politiques de toute affiliations, c'est du déjà vu depuis des lustres, et vous serez toujours sur le chemin de l'échec puisque vous restez toujours entre vous. J'aurai souhaité que la confrontation se fasse aussi avec des grévistes non syndiqués, des chômeurs, des RMSistes, des abstentionnistes, le peuple. Parce que les moyens que vous aurez dégagés pour mettre un terme à l'austérité, le peuple se sentira pris encore pour des moutons et comme en grand majorité, ils pensent que nous sommes tous pourris, il ne suivra pas.

Vous voulez aider le peuple, alors faites appel à lui dès le départ de l'action.

J'ai signé et serai avec vous mercredi. »

positionnent tous pour demander à la classe de se rassembler dans leurs rangs pour avoir une quelconque chance de faire changer les choses, mais sans donner aucune possibilité de se saisir des moyens qui permettent immédiatement de combattre. Je partage ton point de vue de multiplier ces réunions qui vont brasser des militants, permettre l'élaboration des cahiers de doléances assortis des actions inhérentes »

Dejean que je n'ai pas le plaisir de connaître. Je trouve que vous exprimez quelques positions de

principes qui méritent une discussion la plus large possible. Les questions liées à la démocratie, à la politique mise en œuvre par les gouvernements successifs depuis belle lurette, aggravée depuis l'élection de François Hollande à la tête de l'état, à la terrible régression sociale au nom de la chasse aux déficits, mais aussi les questions liées à la guerre avec une spirale dont nul ne peut connaître l'issue doivent évidemment être débattues car elles constituent le cœur de la période dans laquelle nous nous trouvons. Ces différentes questions posent notamment une question incontournable : les vieux clivages qui ont servi à des générations de point de repère ne sont-ils pas tout simplement obsolètes ? La gauche, la droite... Cela n'a plus vraiment de sens au regard de la politique suivie en France mais aussi au niveau international, le capital rêvant tout compte fait de ce que la « gauche » accomplit dans chacun des domaines que nous pourrions aborder. Parmi les questions que j'aurais avec plaisir abordé si j'avais pu être présent se trouve la

nécessité de repartir de bases simples pour discuter la situation dans laquelle nous nous trouvons : le capital et ses exigences au niveau international et en France, ses outils dont l'Union Européenne, l'OTAN, mais aussi la 5<sup>ème</sup> république dont le caractère antidémocratique éclate chaque jour un peu plus, la place des partis dits de gauche –social démocratie ou gauche de la gauche- dans le dispositif d'ensemble, etc... La discussion sur ces points n'est-elle pas nécessaire pour envisager une réponse politique à la situation ? Je ne peux être présent à Trappes ce soir, mais sache que je serai très attentif à vos travaux et au compte rendu que vous pourrez en faire.

Je vous propose d'ailleurs à cet effet d'utiliser si vous le désirez le site « la sociale » que je co-anime avec quelques-uns dont le principe premier est précisément le respect des règles démocratiques pour aborder les sujets qui nous occupent. Bien amicalement à tous...Jacques Cotta »

## POUR LE RETRAIT DU PACTE DE RESPONSABILITE !

Avec ce pacte, le gouvernement prévoit une nouvelle cure d'austérité. Sont déjà inscrits pour l'année 2015, **21 milliards de réduction des dépenses, soit :**

- ✓ **9,6 milliards d'économie sur la protection sociale** dont 2 milliards pour l'assurance maladie, 4 milliards sur les retraites, 210 millions sur les hôpitaux, 700 millions sur la branche famille
- ✓ **7,7 milliards sur le budget de l'Etat** dont une réduction de 1,4 milliard de la masse salariale
- ✓ **3,7 milliards sur les collectivités locales**

Quant aux **recettes de l'Etat**, elles vont être amputées des milliards d'exonérations sociales et fiscales dont bénéficient chaque année les employeurs et dont **le Medef a obtenu** qu'elles soient **en hausse de plus de 40 milliards d'euros sur trois ans (2015, 2016, 2017)**. Déjà sur les 7 premiers mois de 2014 les recettes provenant de l'impôt sur les sociétés (taxe sur le chiffre d'affaire) ont diminué de 42 % par rapport à l'an dernier soit une perte de 10 milliards d'euros.

Malgré ces sévères mesures d'austérité, la Commission Européenne estime que ce budget 2015 n'est pas assez austère et exige encore plus d'engagements. **Ici intervient M Macron**, nouveau ministre de l'économie, avec son projet de loi « activité » dont le but est de déréglementer tout ce qui ne l'a pas été encore ou l'a été insuffisamment selon les marchés financiers : cela va du passage des possibilités d'ouvertures le dimanche des commerces **de 5 à 12 dimanches par an**, la déréglementation des professions réglementées... et s'attaquer à l'existence des **conseils de prud'hommes**. S'ajoutent à cette liste destructrice, la décision de vendre pour 5 à 10 milliards d'euros d'actifs de l'Etat c'est-à-dire **une nouvelle vague de** privatisation. Toutes ces mesures répondent aux demandes des marchés financiers, affaiblissent un peu plus les moyens les acquis sociaux et démocratiques. Il est à noter que les modifications importantes du code du travail inscrites dans cette loi sont prises en charge par le ministère de l'économie, plus exactement l'un des hommes des banques dans ce gouvernement et non le ministre du travail.

## 800 millions d'euros d'économie par année sur le dos des familles !

L'incroyable et scandaleuse dernière décision du président Hollande : la mise sous condition de ressources des allocations familiales pour réaliser 800 millions d'euros d'économie par année sur le dos des familles et non comme ils osent encore le dire, pour renforcer l'aide aux plus démunis ! Une seule réponse possible, maintenant, tout de suite : **Egalité des droits dans l'attribution des allocations familiales ! Retrait du projet de loi Macron !**

**A toutes les femmes et tous les hommes attachés à la démocratie et aux droits sociaux**  
**EN FINIR AVEC L'AUSTERITE SANS FIN**

Voilà l'enjeu! Cette aspiration profonde des peuples, forgée dans des années de lutte et de conquêtes sociales et politiques se heurte frontalement et quotidiennement à la soumission du pouvoir aux marchés financiers et à l'avidité sans limite de la finance. La conviction que le libre débat et la confrontation de nos expériences respectives, militants syndicaux ou politiques de toute affiliation, dégageront les moyens d'y mettre un terme, est à l'origine de cet appel.

***Soumission du pouvoir aux marchés financiers***

L'économie européenne est à l'agonie. Le taux de croissance y est le plus faible de la planète, le chômage atteint des niveaux record et parallèlement les grandes institutions financières d'Europe distribuent à leurs actionnaires des dividendes d'un niveau inégalé !

Pour ce qui nous concerne, nous faisons comme vous le même constat : depuis des années, les gouvernants ont multiplié les cadeaux à la finance sacrifiant les droits et la protection de leurs concitoyens.

***La démocratie est bafouée***

La mise en œuvre de cette politique aux conséquences dramatiques pour l'immense majorité est la négation de la démocratie la plus élémentaire ! Monsieur Hollande, en contradiction avec la volonté exprimée lors de l'élection présidentielle, a aggravé la politique désastreuse de son prédécesseur. Plus question de loi commune à tous, d'égalité des droits, de souveraineté, une seule loi, la satisfaction des marchés financiers.

Mais notre volonté reste intacte. Et cette résistance à la politique d'austérité est la vraie raison de la crise politique qui traverse toutes les institutions et provoque l'écclatement des partis qui mettent en œuvre ses réformes de régression sociale ou y apportent leur soutien.

***Il y a urgence***

Mettre un coup d'arrêt à cette politique destructrice, en commençant par le retrait du pacte de responsabilité ! Dans de nombreux conflits des résultats ont été obtenus, des emplois préservés. Nous pouvons faire de même au niveau national. Nous sommes la majorité. Nous pouvons gagner et renouer avec les avancées sociales acquises au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Il y va des conditions d'existence de tous ! N'oublions jamais que ces acquis sociaux furent la réalité de ce pays. C'est pour cela que nous nous adressons à vous.

Cet appel n'est pas une initiative traditionnelle. Beaucoup d'entre vous se sont engagés comme nous dans des tentatives de construction de nouveaux partis. Militants ou non, syndiqués ou non, **il est temps d'œuvrer ensemble pour que les priorités de la politique publique redeviennent :**

***Se loger, se nourrir, s'habiller, se soigner et permettre l'instruction de nos enfants.***

N'est-il pas temps de tirer ensemble le bilan de ces dernières années, de confronter nos expériences respectives ? C'est pourquoi nous proposons d'engager ce libre débat.

En agissant ensemble et maintenant sur ces objectifs, nous voulons bâtir les moyens démocratiques de la mise en place d'institutions garantissant l'égalité des droits, la souveraineté du peuple et prônant en toutes circonstances la paix et la fraternité entre les peuples. Nous voulons établir les moyens contribuant à vaincre la politique imposée et dirigée par les marchés financiers et les multinationales.

**Pierre DEJEAN et Denis LANGLET** le 01 septembre 2014

**Les initiateurs de ce texte vous proposent de le contresigner, coupon ci-dessous A RENVoyer sous leur nom au 25 Avenue PV couturier 78190 TRAPPES ou Par e-mail : [denislanglet@live.fr](mailto:denislanglet@live.fr)**

***Partageant cette démarche, je suis d'accord pour figurer sur la liste publique des signataires.***

**Nom et prénom :**

**Adresse :**

**Ville :**

**Code postal :**

**Tel :**

**Mail :**

**Secteur d'activité :**

**Qualité :**

**Prochaine réunion à Trappes le jeudi 11 décembre à 18 H 30 à la Maison des familles Rue Jean Zay 78190 TRAPPES**